



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, VENDREDI, 30 JUIN 1905.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2075

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quinzisième jour de juin 1905, de nommer M. Joseph Clément Millier, de la ville de Sherbrooke, comptable, agent des Terres et des Bois de la Couronne, pour la division de Saint-François. 2371

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 22 juin 1905, de nommer M. Joseph Magloire Bordua, notaire, de la ville d'Acton, dans le comté de Bagot, shérif du district de Saint-Hyacinthe. 2417

1087 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 22 juin courant, 1905, de nommer M. J. B. Morissette, de la cité de Québec, membre de la commission scolaire catholique de la cité de Québec, en remplacement de M. Gaspard Lemoine, dont le terme d'office est expiré.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 30th JUNE, 1905.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2076

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the fifteenth day of June, 1905, to appoint Mr. Joseph Clément Millier, of the city of Sherbrooke, accountant, Crown Lands and Timber agent for the Saint Francis division. 2372

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd June, 1905, to appoint Mr. Joseph Magloire Bordua, notary, of the town of Acton, in the county of Bagot, sheriff of the district of Saint Hyacinth. 2418

1087 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd of June instant, 1905, to appoint Mr. J. B. Morissette, of the city of Quebec, a member of the catholic school commission of the city of Quebec, to replace Mr. Gaspard Lemoine, whose term of office has expired.

900 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 23 juin courant, 1905, de nommer membre de la commission scolaire catholique de la cité de Montréal, M. John Henry Semple, en remplacement de lui-même, son terme d'office devant expirer le 1er juillet prochain (1905). 2389

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que par une
Procureur-Général. } certaine loi de la légis-
lature de Notre province de Québec, adoptée dans
la session tenue dans la cinquième année de Notre
Règne, chapitre douze, intitulée : "Loi amendant
la loi concernant l'organisation des départements",
il est statué et décrété par la section 25 que la dite
loi entrera en vigueur le jour après le premier juil-
let 1905, que le lieutenant-gouverneur en conseil
fixera par proclamation ;

ATTENDU que pour les fins du service public il
convient maintenant de fixer le troisième jour de
juillet prochain 1905, comme le jour auquel la dite
loi entrera en vigueur ;

A CES CAUSES, par et de l'avis et du consen-
tement du Conseil Exécutif de Notre dite province,
Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes,
régions et ordonnons que la dite loi adoptée à la
session tenue dans la cinquième année de Notre
Règne, chapitre douze, intitulée : "Loi amendant
la loi concernant l'organisation des départements,"
entrera en vigueur le troisième jour de juillet pro-
chain, 1905.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et
tous autres que les présentes pourront concerner,
sont requis de prendre connaissance et de se con-
duire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos
présentes Lettres Patentes, et à icelles
fait apposer le grand Sceau de Notre dite
Province de Québec: TÉMOIN, Notre
Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable
SIR LOUIS A. JETTÉ Chevalier,
Commandeur de Notre Ordre Très dis-
tingué de Saint-Michel et Saint-George,
Lieutenant-Gouverneur de Notre Pro-
vince de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre
cité de Québec, dans Notre dite Province
de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME
jour de JUIN, dans l'année de Notre-
Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la
cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2419

900 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR
has been pleased, by order in council, dated the
23rd of June instant, 1905, to re-appoint Mr. John
Henry Semple, a member of the catholic school
commission of the city of Montreal, his term of office
having expired. 2390

Proclamations

Canada
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God,
of the United Kingdom of Great Britain and
Ireland and of the British Dominions beyond
the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor
of India.

To all to whom these presents shall come or whom
the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS by a certain
Attorney General. } act of the Legislature of
Our province of Quebec, passed at the session held
in the fifth year of Our reign, intituled : "An act
to amend the law respecting the organization of the
departments", it is decreed and enacted by section
25 that the said act would come into force on the
day after the first of July, 1905, which the Lieute-
nant Governor in council may fix by proclamation ;

WHEREAS for the purposes of the public service,
it is now proper to fix the third day of July next,
1905, as the day on which the said act will come
into force.

NOW KNOW YE, that by and with the advice
and consent of the Executive Council of Our said
province, We have ruled and ordered, and do now
rule and order that the said act passed at the session
held in the fifth year of Our Reign, intituled : "An
act to amend the law respecting the organization of
the departments", shall come into force on the
third day of July next, 1905.

Of all which Our loving subjects and all others
whom these presents may concern, are hereby
required to take notice and to govern themselves
accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
Our Letters to be made Patent, and the
Great Seal of Our said Province of Quebec,
to be hereunto affixed: WITNESS, Our
Right Trusty and Well-Beloved the
Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ,
Knight, Commander of Our Most Dis-
tinguished Order of Saint Michael and
Saint George, Lieutenant Governor of
Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of
Quebec, in Our said Province of Quebec,
the TWENTY NINTH day of JUNE,
in the year of Our Lord, one thousand
nine hundred and five, in the fifth year
of Our Reign.

By Command

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2420

Canada
Province de
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec.

2219

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingtième jour de juin 1905, incorporant MM. Gustavus George Stuart, conseil du Roi, James Guthrie Scott, gérant, James Marmaduke McCarthy, gérant, Arthur Emile Doucet, ingénieur en chef, et Louis Guthrie Scott, secrétaire, tous de Québec, dans les buts suivants, savoir : manufacturer, construire, emmagasiner, réparer et faire en général le commerce d'automobiles, véhicules et chars moteurs pour le transport des passagers et marchandises, mus par vapeur, pétrole, gaz line, électricité ou toute force motrice, et dans toutes les

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and five, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the EIGHTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWELFTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2220

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1905, incorporating Messrs. Gustavus George Stuart, King's Counsel, James Guthrie Scott, manager, James Marmaduke McCarthy, manager, Arthur Emile Doucet, chief engineer, and Louis Guthrie Scott, secretary, all of Quebec, for the following purposes, namely : to act as manufacturers, builders, warehousemen, repairers and general dealers in automobiles, motor cars and vchicles, for the carriage of passengars and good s, propelled by steam, petrol, gazoline, electricity or any other motive force, and in all parts and supplies

parties et fournitures appartenant à ceux ; posséder et mettre en opération des chars et véhicules moteurs mus par vapeur, pétrole, gazoline, électricité, ou toute autre force motrice, dans les limites de la province de Québec ; faire les affaires de voituriers de passagers et de marchandises, pour louage, dans les dits chars et véhicules moteurs, dans les limites de la province de Québec, avec pouvoir d'acquérir, posséder, louer tous les meubles et immeubles requis pour les fins de leurs affaires et en disposer. Avec pouvoir d'acquérir, par aucun titre quelconque, louer, posséder, échanger, hypothéquer tous les immeubles et bâties nécessaires pour les fins de leurs affaires, et en disposer, et en général de faire toutes choses qui peuvent être en rapport aux objets de la compagnie, sous le nom de "The Quebec Auto Car Company," avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-deuxième jour de juin 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2377

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingtième jour de juin, 1905, incorporant MM. Thomas Grace, marchand, de Gracefield, John Grace, marchand, de Bouchette, Léon Marleau, commis, de Bouchette, John T. Grimes, commis, de Maniwaki, Adreman L. Surtees, cultivateur, de Bouchette, et Adelmores Mathew, commis, de Bouchette, pour les fins suivantes, savoir : aux fins de tenir un magasin général pour faire le commerce, sous le nom de "The Bouchette Trading Company," avec un fonds social de huit mille piastres (\$8,000.00), divisé en quatre-vingts (80) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour de juin 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2375

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-troisième jour de juin 1905, incorporant MM. Cyrille Renaud, notaire, Alexandre Boucher, médecin, Pierre Savard, agent, Elzéar Martel, cultivateur, Pierre Boivin, scieur, Francis Renaud, épicier, Joseph Sansfaçon, cultivateur, et Cyprien Villeneuve, charretier, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, pour les fins suivantes, savoir : acquérir, posséder et exploiter des lacs, rivières non navigables, sources vives, cours d'eau ayant leur origine où coulant sur la propriété privée, de fournir l'eau dans la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette et autres paroisses du comté de Québec, et de posséder et acquérir toutes choses nécessaires à avoir à cette fin, mobilières et immobilières, et exercer tous les pouvoirs qui peuvent ressortir de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie de l'Acqueduc de la Jeune Lorette", avec un fonds social de dix-huit mille piastres (\$18,000.00), divisé en cent quatre-vingts (180) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-quatrième jour de juin 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2407

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le

appertaining to the same ; to own and operate motor cars and vehicles propelled by steam, petrol, gazoline, electricity or any other motive force, throughout the limits of the province of Quebec ; to carry on the business of common carriers of passengers and goods, for hire, in such motor cars or vehicles, within the limits of the province of Quebec ; with power to acquire, hold, lease and dispose of all moveables and moveable property required for the purposes of their business ; with power to acquire by any title whatsoever, lease, hold, exchange, hypothecate and dispose of all immovable property and buildings, necessary for the purpose of their business, and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, by the name of "The Quebec Auto Car Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty second day of June, 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2378

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1905, incorporating Messrs. Thomas Grace, merchant, of Gracefield, John Grace, merchant, of Bouchette, Léon Marleau, clerk, of Bouchette, John T. Grimes, clerk, of Maniwaki, Adreman L. Surtees, farmer, of Bouchette, and Adelmores Mathew, clerk, of Bouchette, for the following purposes, namely : For the purpose of keeping a general store for business, by the name of "The Bouchette Trading Company", with a capital stock of eight thousand dollars (\$8,000.00), divided into eighty (80) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of June, 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

2376

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of June, 1905, incorporating Messrs. Cyrille Renaud, notary, Alexandre Boucher, physician, Pierre Savard, agent, Elzéar Martel, farmer, Pierre Boivin, sawyer, Francis Renaud, grocer, Joseph Sansfaçon, farmer, and Cyprien Villeneuve, carter, of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, for the following purposes, namely : to acquire, own and utilize lakes, unnavigable rivers, running streams, water courses rising on or running over private property, to furnish water in the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette and other parishes of the county of Quebec, and to own and acquire every thing necessary for that purpose, movable property and real estate, and to exercise all the powers that may by the name of "La Compagnie de l'Acqueduc de la Jeune Lorette", with a capital stock of eighteen thousand dollars (\$18,000.00), divided into one hundred and eighty (180) shares of one hundred dollars (\$100.00), each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty fourth day of June, 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

2408

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the

soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Bazot, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Sainte-Christine."

AUGUSTE TESSIER,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 28 juin 1905. 2415

La compagnie "The Submarine Signal Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. George T. Merwin, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 28 juin 1905. 2409

La compagnie "The Caledonian Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Lansing Llewelyn Mostyn Lewis, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 22 juin 1905. 2373

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES
TRAVAUX PUBLICS.

Ordonnance pour la fermeture d'une route dans Saint-Charles de Mandeville, comté de Maskinongé.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Charles de Mandeville, dans le comté de Maskinongé, par résolution en date du quatrième jour du mois de mai mil neuf cent cinq, demande la permission de fermer la route du Bois Franc dans Saint-Charles de Mandeville, copie de la dite résolution ayant été déposée dans les archives du département de la Colonisation et des Travaux Publics, sous le numéro 936, des lettres reçues pour l'année 1905.

Attendu que les raisons alléguées à l'appui de la dite demande, sont que le rang du Lac Rouge, où elle conduit, n'est plus habité et que le rang du Bois-Franc n'a jamais été habité.

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande, et qu'en-virtu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, des Statuts Refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par 1 Edouard VII, chapitre 8, ce chemin ne peut être fermé sans une ordonnance du Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint-Charles de Mandeville, en ma qualité de Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, j'autorise la fermeture de la route ci-dessus mentionnée, et ordonne que les terrains qu'il occupe retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

JULES ALLARD,
Ministre de la Colonisation
et des Travaux Publics.

Québec, juin 1905. 2395

No 258.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du

undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Bagot, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the parish of Sainte-Christine."

AUGUSTE TESSIER,
Minister of Agriculture.

Quebec, 28th June, 1905. 2416

The "Submarine Signal Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. George T. Merwin, of the city of Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 28th June, 1905. 2410

"The Caledonian Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Lansing Llewelyn Mostyn Lewis, of the city of Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 22nd June, 1905. 2374

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC
WORKS.

Order for the closing of a by road in Saint Charles de Mandeville, county of Maskinongé.

Whereas the municipal council of the parish of Saint Charles de Mandeville, in the county of Maskinongé, on the fourth day of the month of May one thousand nine hundred and five, has passed a resolution asking for permission to close the road of Bois Franc, in Saint Charles de Mandeville, copy of which resolution has been deposited in the archives of the Department of Colonization and Public Works, under the number 936, of the letters received for the year 1905.

Whereas the reasons alleged by the interested parties are that the Lake Rouge range, to which it leads, is no longer inhabited and the Bois Franc has never been inhabited.

Whereas there is reason to grant the said demand, and whereas in virtue of article 1717, section 9, chapter 7, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by 1 Ed. VII, chapter 8, this road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization and Public Works, government moneys having been spent on it.

Therefore, in compliance with the desire of the municipal council of the parish of Saint Charles de Mandeville, in my quality of Minister of Colonization and Public Works, do authorize the closing of the by road herein above mentioned, and order that the lots which it covers revert to their former proprietors or to their successors.

JULES ALLARD,
Minister of Colonization
and Public Works.

Quebec, June, 1905. 2396

No 258.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd

juin courant, 1905, de détacher du "village" de Saint-François du Lac, comté de Yamaska, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-François du Lac, savoir : Nos 376, 377, 378, 379 et 380, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de la "paroisse" de Saint-François du Lac, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain, 1905.

No 258.05

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 22 juin courant, 1905, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Michel No 9, comté d'Yamaska, l'emplacement faisant partie du lot ayant le No 567 au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, dans le même comté, appartenant à Louis Pepin, et celui ayant au même cadastre le No 568, appartenant à Joseph Pélissier, et d'annexer ces deux emplacements à la municipalité scolaire de Saint-Michel Village, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain, 1905.

No 217.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 22 juin courant, 1905, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1, comté de Jacques-Cartier, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève, savoir : les Nos 166, 167, 168 et partie du lot No 169, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de la "Côte Saint-Jean" de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le dit comté.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 2391

No 700.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "La Conception", dans le comté d'Ottawa, les rangs 5, 6, 7 et 8, du canton Clyde; de détacher de la municipalité de Saint-Rémi d'Amherst, dans le même comté, les parties nord des rangs 1 et 2, du canton Amherst, depuis et y compris le lot ayant le No 9, jusqu'au lot ayant le numéro 41 inclusivement, dans chacun de ces rangs, et les lots ayant le No 20 et les numéros suivants jusqu'au No 41 inclusivement, dans chacun des rangs 3 et 4 du dit canton d'Amherst; d'unir ces rangs et ces lots aux rangs 6, 7, 8 et 9 du canton d'Addington, dans le même comté, aux lots ayant le No 1 et les numéros suivants jusqu'à 20 inclusivement du rang A du canton Labelle, dans le même comté, aux lots ayant le No 1 et les numéros suivants jusqu'à 10 inclusivement des rangs C et B du même canton, et aux lots ayant le No 45 et les numéros suivants jusqu'à 52 inclusivement du rang 1, du dit canton Labelle, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire, sous le nom de "La municipalité du Lac Windigo."

Cette érection, si elle est autorisée, prendra effet au 1er juillet 1906. 2295.2

day of June instant, 1905, to detach from the village of Saint François du Lac, in the county of Yamaska, the lots bearing the following numbers, namely : Nos. 376, 377, 378, 379 and 380, on the official cadastre of the parish of Saint François du Lac, and to annex the same to the school municipality of the "parish" of Saint François du Lac, in the same county.

This annexation will take effect on the 1st of July next, 1905.

No. 499.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd of June instant, 1905, to detach from the school municipality of Saint Michel No. 9, county of Yamaska, the lot forming part of the lot bearing the No. 567 on the official cadastre of the parish of Saint Michel d'Yamaska, in the same county, belonging to Louis Pepin, and the one bearing the No. 568 on the same cadastre, belonging to Joseph Pélissier, and to annex these two lots to the school municipality of Saint Michel Village, in the same county.

This annexation will take effect on the 1st of July next, 1905.

No. 217.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd of June instant, 1905, to detach from the school municipality of Sainte Geneviève No. 1, county of Jacques Cartier, the following lots of the official cadastre of the parish of Sainte Geneviève, to wit : numbers 166, 167, 168 and part of lot No. 169, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Côte Saint Jean," of the parish of Sainte-Geneviève, same county.

This annexation will take effect on the 1st of July next, 1905. 2392

No 700.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of "La Conception", in the county of Ottawa, the ranges 5, 6, 7 and 8 of the township Clyde; to detach from the school municipality of Saint Remi d'Amherst, in the same county, the north parts of the ranges 1 and 2 of the township Amherst, from and including therein the lot bearing the No. 9 to the lot bearing the No. 41 inclusively, in each of these ranges, and the lots having the No. 20 and the following numbers to No. 41 inclusively in each of the ranges 3 and 4 of the said township of Amherst; to unite these ranges and these lots to the ranges 6, 7, 8 and 9 of the township of Addington, in the same county, to the lots bearing the No. 1 and the following numbers to 20 inclusively of the range A of the township Labelle, in the same county, to the lots bearing the No. 1 and following to 10 inclusively of the ranges C and B, of the same township, and to the lots having the No. 45 and following to 52 inclusively of the range 1 of the said township Labelle, and to erect this territory into a school municipality by the name of "The Municipality of Lake Windigo."

This erection, if it is authorized, will take effect on the 1st of July, 1906. 2296

Québec, 20 juin 1905.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Amédée, comté du Lac Saint-Jean, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2299.2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Trois-Rivières, le 10 juillet 1905, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries. 2145-4

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont promement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage

Quebec, 20th June, 1905.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of Saint Amédée, county of Lake Saint John, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2300

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Three Rivers, on the 10th July, 1905, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries. 2146

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the

des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

2071 LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimi-

passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

2072 LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or

tation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être reproduit sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, et que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant

thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been ap-

que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelquement amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2073 Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

SECTION D'ARTHABASKA.

Wilfrid T. Laliberté, étudiant en droit, de Thetford Mines, comté de Mégantic, âgé de 21 ans, a donné avis qu'il se présenterait devant les examina-

proved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2074 Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

ARTHABASKA SECTION.

Wilfrid T. Laliberté, student at law, of Thetford Mines, county of Mégantic, aged 21 years, has given notice that he will present himself before the bar

teurs du barreau de la province de Québec, aux prochains examens de juillet 1905, pour être admis à la pratique du droit.

LOUIS HOUDE,
Secrétaire du barreau,
Section d'Arthabaska.

Arthabaska, 21 juin 1904. 2405

ECOLE POLYTECHNIQUE.

À la suite de la session 1904-05, les sept élèves de l'école polytechnique, dont les noms suivent, ont reçu le diplôme d'ingénieur civil, savoir :

Marius Dufresne, avec grande distinction.
A. Masson, avec distinction.
L. Dufort, avec distinction.
Joseph Smith, avec distinction.
Stanislas Lefebvre.
R. Robichon, d'une manière satisfaisante.
Philippe Chevalier, d'une manière satisfaisante.
2393

Une assemblée générale des actionnaires de la Compagnie Electricque de Hull sera tenue au bureau principal de la compagnie, à Aylmer, Qué., mercredi, le 5^e jour de juillet 1905, à 3 p. m., pour l'élection des directeurs pour l'année courante, et pour la transaction d'autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

W. R. TAYLOR,
Secrétaire.

Aylmer, Qué., 10 juin 1905. 2309-2

examiners of the province of Quebec, at the next examinations in July, 1905, to be admitted to the practice of the law.

LOUIS HOUDE,
Secretary of the Bar,
Arthabaska Section.

Arthabaska, 21st June, 1905. 2406

POLYTECHNIC SCHOOL.

At the close of the session 1904-05, the seven pupils whose names follow, have received the diploma of civil engineer, namely :

Marius Dufresne, with great distinction.
A. Masson, with distinction.
L. Dufort, with distinction.
Joseph Smith, with distinction.
Stanislas Lefebvre.
R. Robichon, satisfactory.
Philippe Chevalier, satisfactory.
2394

A general meeting of the shareholders of the Hull Electric Company will be held at the head office of the company, at Aylmer, Que., on Wednesday, the 5th day of July, 1905, at 3 p. m., for purpose of electing directors for the ensuing year, and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

W. R. TAYLOR,
Secretary.

Aylmer, Que., 10th June, 1905. 2310

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates to the practice of law.

Examens du 4 juillet 1905.—Examinations of the 4th July, 1905.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Ages.	Résidence.
1	Beauchamp.....	Emile.....	24	Montréal.
2	Beauregard.....	J. Hect.....	30	Saint-Hyacinthe.
3	Brodie.....	H. H.....	23	Notre-Dame de Grâce, Montréal.
4	Brosseau.....	Alcibiade.....	26	L'Acadie.
5	Cartier.....	Jacques.....	24	Iberville.
6	Coulin.....	J. E.....	27	Montréal.
7	David.....	Ls. Athanase.....	23	"
	De Grandpré.....	Jos. D.....	24	Sorel.
9	De Witt.....	Jacob.....	26	Montréal.
10	Filiatrault.....	A. F. J.....	25	"
11	Fortin.....	Geo.....	23	"
12	Garand.....	Hect.....	23	"
13	Harris.....	S. L. D.....	22	"
14	Jasmin.....	Acquila.....	22	Saint-Laurent.
15	Lacoste.....	Alex.....	22	Montréal.
16	Lamarche.....	P. Emile.....	23	"
17	Lamothe.....	Jacques de.....	26	"
18	Leblanc.....	Aimé.....	25	Napierville.
19	Leduc.....	A.....	25	Montréal.
20	Legault.....	J. A.....	Plus de 21	"
21	Léveillé.....	L. E.....	29	"
22	O'Sullivan.....	John A.....	25	"
23	Poulin.....	Stanislas.....	23	Iberville.
24	Payette.....	J. Vict.....	23	Varenes.
25	Prairie.....	J. Arthur.....	27	St-Jean d'Iberville.
26	Saint-Germain.....	Omer.....	28	Edmonton, T. N. O., résidence à Montréal, depuis 4 ans.
27	Sévigny.....	Albert ..	24	Valleyfield.
28	Stephens.....	L. de K.....	26	Montreal.

THOMAS E. WALSH,

Secrétaire du barreau de Montréal.—Secretary bar of Montreal.

Montréal, 21 juin.—21st June, 1905.

2323-24

EXAMENS DE JUILLET 1905.—JULY EXAMINATIONS, 1905.

Candidats à la pratique, section de Québec.—Candidates to practice, section of Québec.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames,	Age.	Domicile.
Belleau.....	Raymond.....	Plus de 21 ans—Over 21 yrs.	N. D. de Lévis.
Catellier.....	Paul.....	do do	Québec.
Dalphonde.....	Jean Bte.....	do do	do
Delisle.....	Oscar.....	do do	do
Gagné.....	Albert.....	do do	do
Gagné.....	Jules Arthur.....	do do	do
Légaré.....	Thomas.....	do do	Saint-Joseph, Beauce.
Le Myre.....	Charles René.....	do do	Québec.
Morin.....	Oscar.....	do do	do
O'Sullivan.....	Henry Musgrave.....	do do	Lorette.
Paquet.....	Etienne Théodore.....	do do	Québec.
Pope.....	Charles A.....	do do	do
Taschereau.....	Ernest.....	do do	do
Vien.....	Alphonse Thomas.....	do do	Lauzon.

CHARLES DeGUISE,
Secrétaire B. Q.—Secretary B. Q.
2337-38

Québec, 20 juin—20th June, 1905.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

District de Saint-François.—District of Saint Francis.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE—CANDIDATES FOR ADMISSION TO PRACTICE.

Examen du 4 juillet 1905.—Examination of the 4th July, 1905.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Résidence.	Age.
Mackie.....	Henry Arthur.....	Cookshire.....	29 ans.—years.
Robertson.....	Kenneth George.....	Sherbrooke.....	28 do
St. Laurent.....	Louis Stephen.....	Compton.....	23 do
Wallace.....	Richard P.....	Coaticooke.....	26 do

CHAS D. WHITE.

Secrétaire du Barreau de Saint-François.—Secretary Bar of Saint Francis.
Sherbrooke, 17 juin—17th June, 1905. 2305-06

Province de Québec, District de Montréal. No 2567.	} Cour Supérieure	Province of Quebec, District of Montreal. No. 2567.	} Superior Court.
Dame Lea Kimmerman, vs	Demanderesse ;	Dame Lea Kimmerman, vs	Plaintiff ;
Abraham Fred, Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la susdite cause.	Défendeur.	Abraham Fred, An action for separation as to property has, this day, been instituted in the above case.	Defendant.
HUTCHINS & MARGOLESE, Procureurs de la demanderesse		HUTCHINS & MARGOLESE, Attorneys for plaintiff.	
Montréal, 15 juin 1905. 2379		Montreal, 15th June, 1905. 2380	
Province de Québec, District de Montréal. No 2424.	} Cour Supérieure	Province of Quebec, District of Montreal. No. 2424.	} Superior Court.
Marie Lafortune, épouse d'Euclide Morin, con- tracteur, tous deux de la cité de Saint-Henri, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.		Marie Lafortune, wife of Euclide Morin, con- tractor, both of the city of Saint Henry, has taken, this day, an action in separation from board and bed against her husband.	
J. B. BISSONNETTE, Avocat de la demanderesse.		J. B. BISSONNETTE, Attorney for plaintiff.	
Montréal, 22 mai 1905. 2343-2		Montreal, 22nd May, 1905. 2344	

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 111.

Dame Marie-Louise-Rose-Anna Bonneau, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, épouse de Jacques Arthur Bonneau, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jacques Arthur Bonneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le douzième jour de juin courant, et sera rapportée le vingt courant.

J. S. MESSIER,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Jean, 16 juin 1905. 2275-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2475.

Dame Lizay O'Reilly, de la ville d'Outremont, dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Michel Calvé, du même lieu.

MONTY & DURANLEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 31 mai 1905. 2235-3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 31.

Dame Régina Lussier, de la paroisse de Saint-Liboire, dans le district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Gilbert Riendeau, son mari, du même lieu.

LUSSIER & GENDRON,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 28 mars 1905. 2123-5

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

Dame Alice Maryetta Manuel, du canton de Sutton, dans le district de Bedford, épouse de Howard Austin Mooney, du même lieu, cultivateur, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Howard Austin Mooney, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

W. S. BALL,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 31 mai 1905. 2125-5

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1172.

Dame Cléphire Fortier, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse de Joseph Durocher, manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Durocher, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

SEERS & LAURENDEAU,

Avocats de la demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 7 juin 1905. 2163.4

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 389.

Rosalem Lampron, épouse de Ernest Lambert, commerçant, tous deux de la ville de Shawinigan Falls, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

A. E. PAQUETTE,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 22 mai 1905. 2175-4

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 111.

Dame Marie-Louise-Rose-Anna Bonneau, of the town of Iberville, in the district of Iberville, wife of Jacques Arthur Bonneau, butcher, of the same place; duly authorized to institute the present action,
Plaintiff ;

vs

The said Jacques Arthur Bonneau, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, the 12th of June instant, and will be returned on the 20th instant.

J. S. MESSIER,

Attorney for plaintiff.

Saint John's, 16th June, 1905. 2276

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2475.

Dame Lizay O'Reilly, of the town of Outremont, said district, has, to-day, taken an action in separation as to property against Michel Calvé, her husband, of the same place.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 31st May, 1905. 2236

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 31.

Dame Régina Lussier, of the parish of Saint Liboire, in the district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action in separation as to property against Gilbert Riendeau, her husband, of the same place.

LUSSIER & GENDRON,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 28th March, 1905. 2124

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*

Dame Alice Maryetta Manuel, of the township of Sutton, in the district of Bedford, wife of Howard Austin Mooney, of the same place, farmer, and duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs

The said Howard Austin Mooney, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted.

W. S. BALL,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 31st May, 1905. 2126

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 1172.

Dame Cléphire Fortier, of the city of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, wife of Joseph Durocher, of the same place, manufacturer, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Durocher, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, in this case.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for plaintiff.

Salaberry of Valleyfield, 7th June, 1905. 2164

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 389.

Rosalem Lampron, wife of Ernest Lambert, trader, both of the town of Shawinigan Falls, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

A. E. PAQUETTE,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers 22nd May, 1905. 2176

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 26.

Dans l'affaire de François Lafond, commerçant, de la paroisse de Saint-George de Henryville, dit district, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le sousigné, Georges Fortin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Sébastien, a été, le 24 juin conrant, nommé par une ordonnance de cette cour, curateur aux biens du dit François Lafond.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

GEORGES FORTIN,
Curateur.
Saint-Sébastien, 24 juin 1905. 2387

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
In re The Excelsior Clothing Mfg. Co., Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que, le 26e jour de juin 1905, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 30 juin 1905. 2381

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Imperial Cloak Co, Montréal, Insolvable.

Un deuxième et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 17 juillet 1905.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
F. G. ROBERTON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 30 juin 1905. 2383

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 69.

In re Wilfrid Lamoureux, Montréal, Failli.

Avis est donné que, le vingt-septième jour de juin 1905, j'ai été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

A. LAMARCHE,
Curateur.

No 2, Place d'Armes.
Montréal, 27 juin 1905. 2413

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 4.

In re Dame Anna H. Hart (T. T. Blais & Cie), Sherbrooke, Qué., Faillie.

Avis est donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de collocation sur le produit de la vente des biens immeubles, lequel est en même temps un second et dernier bordereau de collocation

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 26.

In the matter of Francois Lafond, trader, of the parish of Saint George de Henryville, said district, Insolvent.

Notice is hereby given that the undersigned, Georges Fortin, of the parish of Saint Sébastien, said district, by order of this court, has been appointed curator to the property of the said François Lafond, on the 24th June instant.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

GEORGES FORTIN,
Curator.
Saint Sébastien, 24th June, 1905. 2388

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re The Excelsior Clothing Mfg. Co., Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 26th day of June, 1905, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be fyled at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 30th June, 1905. 2382

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Imperial Cloak Co., Montreal, Insolvent.

A second and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 17th July, 1905.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
F. G. ROBERTON,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 30th June, 1905. 2384

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 69.

In re Wilfrid Lamoureux, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the court, on the twenty seventh day of June, 1905, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made an assignment thereof for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be fyled at my office, within thirty days from this date.

A. LAMARCHE,
Curator.

No. 2, Place d'Armes.
Montreal, 27th June, 1905. 2414

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 4.

In re Dame Anna H. Hart (T. T. Blais & Cie), Sherbrooke, Que., Insolvent.

Notice is given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of the sale of real estate, which is, at the same time, a second and final dividend collocation sheet upon the

sur le produit de la vente des biens meubles, et il sera payable à notre bureau, 2, Place d'Armes, Montréal, le ou après le treizième jour de juillet 1905.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT
Curateurs conjoints.
2341

Montréal, 26 juin 1905.

proceeds of the sale of goods and chattels, and it will be payable at our office, No. 2, Place d'Armes, Montréal, on or after the thirteenth day of July, 1905.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators,
2342

Montreal, 26th June, 1905.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

Sheriff's Sales—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRIÈRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **NAPOLÉON GOSSE-**
No 44. } **LIN, Demandeur ;**
contre **LEON LAMONTAGNE, Défendeur.**

Arthabaska, to wit : } **NAPOLÉON GOSSELIN,**
No. 44. } **Plaintiff ; against LEON**
LAMONTAGNE, Detendant.

Un terrain ou emplacement faisant partie du lot cadastral numéro trois cent vingt-deux (322), du canton d'Irlande, contenant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, étant le lot numéro vingt-huit (28), de la subdivision du dit lot cadastral No 322 ; borné en front par la rue Du Moulin, en arrière par le terrain de l'American Asbestos Co., au sud par George Boulet, et au nord par Joseph Breton—avec bâtiesse dessus construites, sujet au paiement d'une rente annuelle foncière de six piastres à King Brothers ou leurs représentants.

A piece of land or emplacement being part of cadastral lot number three hundred and twenty two (322), of the township of Ireland, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth, known lot number twenty eight (28), of the subdivision of said cadastral lot No. 322 ; bounded in front by Mill street, in the rear by the American Asbestos Co., to the south by George Boulet, and to the north by Joseph Breton—with the buildings thereon erected, subject to the payment of an annual land rent of six dollars to King Bros or representatives.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, le **DEUXIÈME** jour d'AOUT prochain, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré of Black Lake, on the **SECOND** day of **AUGUST** next, at **NINE** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 26 juin 1905. 2399

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 26th June, 1905. 2400

[Première publication, 30 juin 1905.]

[First published, 30th June, 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **URIE DENONCOURT,**
No 154. } **A veuve de feu Noël**
Nault, Demanderesse ; contre **LUDGER BEAU-**
CHESNE, Défendeur.

Arthabaska, to wit : } **URIE DENONCOURT,**
No 154. } **A widow of the late Noël**
Nault, Plaintiff ; against **LUDGER BEAUCHESNE,**
Defendant.

Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Christophe, étant la partie nord-est des lots numéros cent cinquante-deux, cent cinquante-six (152, 156), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Christophe, de six arpents de front sur la profondeur qu'il y a depuis le neuvième rang de Chester à aller à la rivière Nicolet ; borné en front au nord-est au neuvième rang, au nord-ouest à Nazaire Houle, au sud-ouest à la rivière Nicolet, et au sud-est à David Houle—circonstances et dépendances.

A piece of land lying and being in the parish of Saint Christophe, the north east part of lots numbers one hundred and fifty two (152), one hundred and fifty six (156), of official cadastre for said parish of Saint Christophe, of six arpents in front by the depth which there is from the ninth range of Chester to reach Nicolet river ; bounded in front north easterly by the ninth range, north westerly by Nazaire Houle, south westerly by Nicolet river, and south easterly by David Houle—circumstances and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Christophe, le **QUATRIÈME** jour d'AOUT prochain 1905, à **DIX** heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of Saint Christophe, on the **FOURTH** day of **AUGUST** next, 1905, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 28 juin 1905. 2397

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 28th June, 1905. 2398

[Première publication, 30 juin 1905.]

[First published, 30th June, 1905.]

MANDAT DES CURATEURS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **DAME L. CORMIER,**
No 195. } **Requérant cession ; et**
ATHANASE LAVIGNE, Failli ; Lavergne et
Garneau, curateurs.

Arthabaska, to wit : } **DAME L. CORMIER,**
No. 195. } **Requérant cession, and**
ATHANASE LAVIGNE, Insolvent ; Lavergne &
Garneau, curators.

Un terrain ou emplacement sis et situé dans le numéro douze, de la continuation du onzième rang de Maddington, contenant soixante cinq pieds de front sur la route de Maddington, sur cent trente pieds de profondeur, le dit emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la continuation du onzième rang du canton de Maddington, comme

A piece of land or emplacement lying and being on lot number twelve, of the eleventh range of the continuation of Maddington, containing sixty five feet in front in Maddington road, by one hundred and thirty feet in depth, said emplacement known and described on the official cadastre for said continuation of eleventh range of the township of

étant une subdivision du numéro douze b (No 12 b), de la continuation du onzième rang de Maddington, prenant d'un bout à la route de Maddington, en arrière aux représentants de feu Isaac Gagnon, d'un côté à Arthur Delisle, et de l'autre côté à David Ephrem Bruneau—avec bâtisses; à distraire une partie du dit terrain cédée pour le chemin de fer Intercolonial.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, 1905, à DEUX heures de l'après midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 6 juin 1905. 2165.2
[Première publication, 10 juin 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } HECTOR ALIE, Deman-
No 406. } deur; contre EMERIC
GUILMETTE, Défendeur.

La moitié sud-ouest de la moitié nord-est du lot de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Bulstrode, sous le numéro quatre cent soixante-quatre (464)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valère de Bulstrode, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, 1905, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 3 juin 1905. 2141.2
[Première publication, 10 juin 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir: } UBALDE SENECAI,
No 7636 } Demandeur; contre
PIERRE BRUNELLE, FILS, Défendeur.

La moitié nord-ouest de la moitié sud-est du lot numéro treize, dans le treizième rang du canton de Grantham, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Grantham, sous le numéro quatorze cent cinq (1405)—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eugène de Grantham, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, 1905, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 3 juin 1905. 2143.2
[Première publication, 10 juin 1905.]

Ventes par le Sherif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et eux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, } DAME DELIMA
District de Beauharnois, } BOUGIE, Deman-
No 1147. } deresse; vs ISIDORE
BARITEAU, Défendeur.

Un morceau de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, sous le numéro soixante (60), de forme irrégulière, contenant quarante mille pieds en superficie, et contenu dans les bornes suivantes: en front au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, au nord-est et au sud-est par le reste du dit numéro soixante (60)—avec les bâtisses dessus construites. A distraire du dit morceau de

Maddington, as being a subdivision of number twelve b (No. 12b), of the continuation of the eleventh range of Maddington, starting at one end from Maddington road, in the rear adjoining representatives of the late Isaac Gagnon, on one side to Arthur Delisle, and on the other side to David Ephrem Bruneau—with buildings; save that part sold for the Intercolonial Railway.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the THIRTEENTH day of JULY next, 1905, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 6th June, 1905. 2166
[First published, 10th June, 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } HECTOR ALIE, Plaintiff;
No. 406. } against EMERIC GUIL-
METTE, Defendant.

The south west half of the north east half of the lot of land known and described on the official plan and book of reference for the township of Bulstrode, under number four hundred and sixty four (No. 464)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Valère de Bulstrode, on the THIRTEENTH day of JULY next, 1905, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 3rd June, 1905. 2142
[First published, 10th June, 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit: } UBALDE SENECAI,
No. 7636. } Plaintiff; against
PIERRE BRUNELLE, JUNIOR, Defendant.

The north west half of the south east half of lot number thirteen, in the thirteenth range of the township of Grantham, containing fifty acres in superficies, more or less, now known on the official plan and book of reference for said township of Grantham, under number fourteen hundred and five (1405)—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Eugène of Grantham, on the ELEVENTH day of JULY next, 1905, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 3rd June, 1905. 2144
[First published, 10th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Québec, } DAME DELIMA
District of Beauharnois, } BOUGIE, Plaintiff;
No. 1147. } vs. ISIDORE BARI-
TEAU, Defendant.

A piece of land forming part of the lot of land known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile, as number sixty (60), of irregular outline, containing forty thousand feet in area, and comprised within the following bounds: in front to the north west by the river Saint Lawrence, on the north east and south east by the remainder of the said number sixty (60)—with the buildings thereon erected.

terre, un chemin public ouvert par résolution du conseil municipal de la paroisse de Sainte-Cécile, passée le quinze décembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze (1894).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MARDI, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 5 juin 1905. 2167.2
[Première publication, 10 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Joliette.

Joliette, à savoir : } JOSEPH HECTOR
No 3714. } LAVALLEE, Demandeur ;
contre ELIE GRAVEL, Défendeur.

Les droits que le défendeur possède comme grevé de substitution en vertu d'un codicile de Joseph Gravel, reçu devant Mre M. Crépeau, notaire, le vingt-six avril 1894, dans les immeubles suivants, savoir :

1^o Une terre située en la concession Saint-Pierre, dans la paroisse de Saint-Félix de Valois, étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-seize (396), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Félix de Valois.

2^o Une terre située en la deuxième concession de Sainte-Cécile, dans la paroisse de Saint-Félix de Valois, étant la moitié indivise du lot numéro cinq cent quinze (515), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Félix de Valois. L'immeuble ci-dessus en premier lieu mentionné est actuellement loué à Joseph Cailloux, en vertu d'un bail devant prendre fin le 15 octobre 1909, et l'acquéreur sera chargé de ce bail.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix de Valois, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 27 juin 1905. 2313
Première publication du 24 juin 1905, est nulle.
[Première publication, 30 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } A MEDEE LAMARCHE,
No 28. } curateur, dûment autorisé à l'effet des présentes, en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de DAME JOSEPHINE ST. PIERRE, veuve de feu Charles Israël Meunier dit Lagacé, débiteur ; et THE O'GILVIE FLOUR MILLS CO., requérante.

Un emplacement situé au coin sud-est du chemin

Reserving from the said piece of land, a public road opened by resolution of the municipal council of the parish of Sainte-Cécile, passed on the fifteenth day of December, one thousand eight hundred and ninety four (1894).

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Cécile, on TUESDAY, the ELEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 5th June, 1905. 2168
[First published, 10th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Joliette.

Joliette, to wit : } JOSEPH HECTOR LAVAL-
No. 3714. } LEE, Plaintiff ; against ELIE
GRAVEL, Defendant.

The rights which the defendant has in his quality of institute under a codicil of Joseph Gravel, passed before Mre M. Crepeau, notary, on the twenty sixth of April, 1894, in the following immovables, to wit :

1. A land situate in the Saint-Pierre concession, in the parish of Saint Félix de Valois, being lot number three hundred and ninety six (396), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Félix de Valois.

2. A land situate in the second concession Sainte Cecile, in the parish of Saint Félix de Valois, being the undivided half of lot number five hundred and fifteen (515), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Félix de Valois. The immovable firstly above described is now leased to Joseph Cailloux, under a lease to terminate on the 15th of October, 1909, and the purchaser will be bound by this lease.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félix de Valois, on the THIRD day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Shérif.
Joliette, 27th June, 1905. 2314
First publication of the 24th June, 1905, is null.
[First published, 30th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } A MEDEE LAMARCHE,
No. 28. } A curator, thereto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of DAME JOSEPHINE ST. PIERRE, widow of the late Charles Israël Meunier dit Lagacé, debtor ; and THE O'GILVIE FLOUR MILLS CO., petitioner.

A lot situate on the south east corner of the

public ou "la montée", allant de Saint-Laurent à Saint-Martin, et d'un autre chemin public ou "chemin du bord de l'eau", allant de Cartierville à Bordeaux, dans la paroisse de Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro quarante-neuf (49), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, contenant cent trente pieds de front sur cent trente-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec une maison en pierre et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 27 juin 1905. 2401
[Première publication, 30 juin 1905].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } DAME EMILY MARGA-
No 875. } RET CAVERHILL,
épouse de George Caverhill, des cité et district de Montréal, marchand, séparée de biens de son dit mari et par lui spécialement autorisée, et le dit George Caverhill, afin d'autoriser sa dite épouse, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAME ANNA AMELIA MACKAY, épouse de William Percival Carter, ci-devant de Cowansville, dans le district de Bedford, maintenant de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, avocat, séparée de biens de son dit mari et par lui spécialement autorisée, et le dit William Percival Carter, afin d'autoriser et assister sa dite épouse Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Anna Amelia Mackay, et en sa possession, l'immeuble suivant, à savoir :

Ce lot de terre situé dans le quartier ouest de la cité de Montréal, connu sous le numéro cent quatre (104), des plan et livre de renvoi officiels d'icelui, contenant cent vingt-sept pieds de largeur sur cent quatorze pieds sept pouces de profondeur sur la ligne nord-ouest, et cent quinze pieds sept pouces de profondeur sur la ligne sud-est, mesure anglaise, plus ou moins ; borné au front par la rue Saint-Pierre, en arrière par le lot numéro cent deux, appartenant à James Hutton ou ses représentants, et lot numéro cent trois, appartenant à John D. Tiffin, d'un côté par la rue Lemoine, et de l'autre côté par le lot numéro cent cinq, appartenant à Alexander Urquhart ou ses représentants—avec quatre entrepôts en pierre de taille sus-érigés.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 7 juin 1905. 2201.2
[Première publication, 10 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Papineauville.

Ottawa, à savoir : } EMERY BELISLE, charron
No 51. } et forgeron, de Papineauville, Demandeur ; contre JOHN DUHAMEL, cultivateur, du canton de Hartwell, Défendeur, et Wilfred Desabrai, cultivateur, du dit canton de

public road or "Montée," leading from Saint Laurent to Saint Martin, and of another public road or "Chemin du bord de l'eau", going from Cartierville to Bordeaux, in the parish of Saint Laurent, known and described as number forty nine (49), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, containing one hundred and thirty feet in front by one hundred and thirty five feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement—with a stone house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 27th June, 1905. 2402
[First published, 30th June, 1905].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME EMILY MARGA-
No. 875. } RET CAVERHILL, wife
of George Caverhill, of the city and district of Montreal, merchant, from her said husband separated as to property and by him hereto specially authorized, and the said George Caverhill, authorizing his said wife, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME ANNA AMELIA MACKAY, wife of William Percival Carter, heretofore of Cowansville, in the district of Bedford, and now of Saint Lambert, in the district of Montreal, advocate, from her said husband separate as to property and by him hereto specially authorized, and the said William Percival Carter, to authorize and assist his said wife, Defendants.

Seized as belonging and in the possession of the said female defendant, Dame Anna Amelia Mackay, the following immoveable, to wit :

That certain lot of land situate in the west ward of the city of Montreal, known as number one hundred and four (104), on the official plan and book of reference thereof, containing one hundred and twenty seven feet in width by one hundred and fourteen feet seven inches in depth, on the north west line, and one hundred and fifteen feet seven inches in depth on the south east line, english measure, and more or less ; bounded in front by Saint Peter street, in rear by lot number one hundred and two, belonging to James Hutton or his representatives, and lot number one hundred and three, belonging to John A. Tiffin, on one side by Lemoine street, and on the other side by lot number one hundred and five, belonging to Alexander Urquhart or representatives—with four cut stone warehouses thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 7th June, 1905. 2202
[First published, 10th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Papineauville.

Ottawa, to wit : } EMERY BELISLE, carriage-
No. 51. } maker and blacksmith, of Papineauville, Plaintiff ; against JOHN DUHAMEL, farmer, of the township of Hartwell, Defendant, and Wilfred Desabrai, farmer, of said town-

Hartwell, dans les comté et district d'Ottawa, tiers-saisi.

Saisi comme appartenant au dit Wilfred Desabrais, tiers-saisi, à savoir :

Lot numéro sept A (7 A), dans le troisième rang du canton de Hartwell, dans les comté et district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, contenant soixante et dix (70) acres de terre—avec une maison, grange, étable et autres bâties en bois sus-crigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Félix de Valois, de Hartwell, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 22 juin 1905. 2403
[Première publication, 30 juin 1905.]

ship of Hartwell, in the county and district of Ottawa, *tiers-saisi*.

Seized as belonging to said Wilfred Desabrais, *tiers-saisi*, to wit :

The lot number seven A (7A), of the third range of the township of Hartwell, in the county and district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township, containing seventy (70) acres of land—with a house, barn, stable and other wooden buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Felix de Valois, of Hartwell, on the FIRST day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 22nd June, 1905. 2404
[First published, 30th June, 1905].

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } HONORE PAQUET ES-QUALITÉ ; contre DAME DEMERISE CAMPAGNA ET VIR, à savoir :

La juste moitié indivise du lot No 1636 (mille six cent trente-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Massue, contenant 40 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, et de la maison dessus construite—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin aux Dames Religieuses de l'Hotel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT ET UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Québec, 15 juin 1905. 2259.2
[Première publication, 17 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } HONORABLE FREDERICK W. ANDREWS, Demandeur ; contre MURAT LAROCQUE, Défendeur ; et Patrick Hackett, curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisi entre les mains du dit curateur, les terres et tenements abandonnés par le dit défendeur :

Le tiers nord-ouest du lot numéro neuf cent trente (No 930), du plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le canton de Windsor, contenant environ soixante et six acres et deux tiers, plus ou moins—avec toutes les bâties sus-érigées et améliorations faites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans la ville de Windsor Mills, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 26 juin 1905. 2385
[Première publication, 30 juin 1905.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } HONORE PAQUET, ES-QUALITÉ ; against DAME DEMERISE CAMPAGNA ET VIR, to wit :

The undivided half of lot No. 1636 (one thousand six hundred and thirty six), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Massue street, containing 40 feet in front by 60 feet in depth, and the house thereon erected—circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$6.00, payable on the 29th of June to the Reverend Religious Ladies of the Hotel Dieu of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Québec, 15th June, 1905. 2260
[First published, 17th June, 1905.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } HONORABLE FREDERICK W. ANDREWS, Plaintiff ; against MURAT LAROCQUE, Defendant, and Patrick Hackett, curator to the *délaissement* made by the said defendant.

Seized in the hands of the said curator, the lands and tenements surrendered by the said defendant :

The north-west third of the lot number nine hundred and thirty (No. 930), on the official cadastral plan and book of reference for the township of Windsor, containing about sixty six and two thirds acres, more or less—with all the buildings and improvements thereon, and dependencies thereto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philippe de Windsor, in the town of Windsor Mills, on the FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 26th June, 1905. 2386
[First published, 30th June, 1905.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **D** ELLE MA-
Sainte-Scholastique, à savoir : } **T** H I L D E
No 528. } **P** R E Z E A U. De-
mandereuse ; contre **J** O S E P H P A C I F I Q U E
T R O I E D I T L A F R A N C H I S E, Défendeur.

1° Un lot de terre situé en la Mission de Saint-Faustin, dans le onzième rang du canton Wolfe, comté et district de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro trente-trois A (33 A), et contenant cent un acres (101 acres), plus ou moins. A distraire cependant, trois chaînes de largeur du côté est et ouest du pouvoir d'eau appartenant à un nommé Chartrand.

2° Un emplacement situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro trente-trois B (33 B)—avec une maison dessus construite.

3° Un lot de terre situé dans le dixième rang du même canton, connu et désigné sous le numéro trente-quatre (34), et contenant cent acres, plus ou moins—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la Mission de Saint-Faustin, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, entre UNE à DEUX heures de l'après-midi.

L A P O I N T E & P R E V O S T,

Bureau du Shérif, } Shérif.
Sainte-Scholastique, 27 juin 1905. } 2411
[Première publication, 30 juin 1905.]

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 27.

Philippe Cloutier, marchand, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, a, ce jour, fait au bureau du protonotaire du district d'Iberville, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

N A R C I S S E L O R D,

Gardien provisoire.

Saint-Jean, 27 juin 1905. 2421

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 26.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bonneau vs Bonneau, 1055 ; Fortier vs Durocher, 1055 ; Kimmerman vs Fred, 1054 ; Lampron vs Lambert, 1055 ; Lussier vs Riendeau, 1055 ; Manuel vs Mooney, 1055 ; O'Reilly vs Calvé, 1055.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
Dame Lafortune vs Morin, 1054.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1043.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE :—Cie Electricque de Hull, 1053.

AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—The Caledonian Insurance Coy, 1047 ; The Submarine Signal Coy, 1047.

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **M** I S S M A T H I L -
Sainte Scholastique, to wit : } **D E P R E -**
No. 528. } **Z** E A U, Plaintiff ;
against **J** O S E P H P A C I F I Q U E T R O I E D I T L A -
F R A N C H I S E, Defendant.

1. A lot of land situate in the Mission of Saint Faustin, in the eleventh range of the township Wolfe, county and district of Terrebonne, known and described as number thirty three A (33 A), and containing one hundred and one (101) acres, more or less. Reserving, however, three chains in width on the east and west side of the water power belonging to one Chartrand.

2. A lot situate at the same place, known and described as number thirty three B (33 B)—with a house thereon erected.

3. A lot of land situate in the tenth range of the same township, known and described as number thirty four (34), and containing one hundred acres, more or less—without any buildings.

To be sold at the parochial church door of the Mission of Saint Faustin, on the THIRTY FIRST day of the month of AUGUST next, between ONE and TWO of the clock in the afternoon.

L A P O I N T E & P R E V O S T,

Sheriff's Office. } Sheriff.
Sainte Scholastique, 27th June, 1905. } 2412
[First published, 30th June, 1905.]

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 27.

Philippe Cloutier, merchant, of the town of Saint Johns, district of Iberville, has, this day, made an assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the district of Iberville.

N A R C I S S E L O R D,

Provisional guardian.

Saint Johns, 27th June, 1905. 2422

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :— Dmes Bonneau vs Bonneau, 1055 ; Fortier vs Durocher, 1055 ; Kimmerman vs Fred, 1054 ; Lampron vs Lambert, 1055 ; Lussier vs Riendeau, 1055 ; Manuel vs Mooney, 1055 ; O'Reilly vs Calvé, 1055.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—
Dame Lafortune vs Morin, 1054.

ADVERTISERS :—Notice to :— Respecting notices, &c., 1043.

GENERAL MEETING :—Hull Electric Coy, 1053.

AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—The Caledonian Insurance Coy, 1047 ; The Submarine Signal Coy, 1047.

- BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1050 ; Conseil législatif, 1049.**
- CERCLE AGRICOLE :—Formation de :—Paroisse de Sainte-Christine, comté de Bagot, 1046.**
- ECOLE POLYTECHNIQUE :—Diplômes d'ingénieur civil, 1053.**
- EXAMENS :—Barreau :—Section d'Arthabaska, 1052 ; Montréal, 1053 ; Québec, 1054 ; Saint-François, 1054 ; Mesureurs de bois, 1049.**
- FAILLIS :—Hart (Dme), 1056 ; Imperial Cloak Coy, 1056 ; Lafond, 1056 ; Lamoureux, 1056 ; The Excelsior Clothing Mfg. Coy, 1056 ; Cloutier, 1062.**
- FERMETURE D'UNE ROUTE :—Saint-Charles de Mandeville, comté de Maskinongé, 1047.**
- LETRES PATENTES :—La Cie de l'aqueduc de la Jeune Lorette, 1046 ; The Bouchette Trading Coy, 1046 ; The Quebec Auto Car Coy, 1046.**
- MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Saint-Amédée, comté du Lac Saint-Jean, 1049.**
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demandes d'annexer ou d'ériger, etc. :—Lac Windigo, comté d'Ottawa, 1048.**
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES :—Divers lots du village Saint-François du Lac, à paroisse Saint-François du Lac, 1047 ; Divers lots de Sainte-Geneviève, No 1, à Côte Saint-Jean, 1048 ; Partie des lots 567 et 568 de Saint-Michel, à village Saint-Michel, 1048.**
- NOMINATIONS :—Agent des Terres et des Bois :—Division Saint-François, 1043. Commissaires d'écoles :—Cité de Montréal, 1044 ; Québec, 1043. Shérif :—Saint-Hyacinthe, 1043.**
- PROCLAMATIONS :—Convocation des chambres, 1045 ; Loi concernant l'organisation des départements, 1044.**
- VENTES PAR LES SHERIFFS**
- ARTHABASKA :—Alie vs Guilmette, 1058 ; Denoncourt vs Beauchesne, 1057 ; Gosselin vs Lamontagne, 1057 ; Lavigne, failli, 1057 ; Sénécal vs Brunelle, 1058.**
- BEAUHARNOIS :—Dme Bougie vs Bariteau, 1058.**
- JOLIETTE :—Lavallée vs Gravel, 1059.**
- MONTRÉAL :—Dme Caverhill vs Dme Mackay et vir, 1060 ; St. Pierre (Dme), faillie, 1059.**
- OTTAWA :—Belisle vs Duhamel, 1060.**
- QUÉBEC :—Paquet ès-qual vs Dme Campagna et vir, 1061.**
- SAINTE-FRANÇOIS :—Andrews vs Laroque, 1061.**
- TERREBONNE :—Delle Prezeau vs Troie dit Lafranchise, 1062.**
- PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1050 ; Legislative Council, 1049.**
- FARMERS' CLUB :—Formation of :—Parish of Sainte Christine, county of Bagot, 1046.**
- POLYTECHNIC SCHOOL :—Diploma of civil engineer, 1053.**
- EXAMINATIONS :—Bar :—Section of Arthabaska, 1052 ; Montreal, 1053 ; Quebec, 1054 ; Saint Francis, 1054 ; Cullers, 1049.**
- INSOLVENTS :—Hart (Dme), 1056 ; Imperial Cloak Coy, 1056 ; Lafond, 1056 ; Lamoureux, 1056 ; The Excelsior Clothing Mfg. Coy, 1056 ; Cloutier, 1062.**
- CLOSING OF A BY-ROAD :—Saint Charles de Mandeville, county of Maskinongé, 1047.**
- LETTERS PATENT :—La Cie de l'aqueduc de la Jeune Lorette, 1046 ; The Bouchette Trading Coy, 1046 ; The Quebec Auto Car Coy, 1046.**
- MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Saint Amédée, county of Lake Saint John, 1049.**
- SCHOOL MUNICIPALITY :—Applications to annex or to erect, &c. :—Lac Windigo, county of Ottawa, 1048.**
- SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED :—Several lots of village Saint François du Lac, to the parish of Saint François du Lac, 1047 ; Several lots of Sainte Geneviève, No. 1, to Côte Saint Jean, Part of lots 567 and 568 of Saint Michel, to Saint Michel village, 1048.**
- APPOINTMENTS :—Crown Lands and Timber agent :—Saint Francis division, 1043. School commissioners ;—City of Montreal, 1044 ; Québec, 1043. Sheriff :—Saint Hyacinth, 1043.**
- PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1045 ; Law respecting the organization of the departments, 1044.**
- SHERIFFS' SALES**
- ARTHABASKA :—Alie vs Guilmette, 1058 ; Denoncourt vs Beauchesne, 1057 ; Gosselin vs Lamontagne, 1057 ; Lavigne, Insolvent, 1057 ; Sénécal vs Brunelle, 1058.**
- BEAUHARNOIS :—Dme Bougie vs Bariteau, 1058.**
- JOLIETTE :—Lavallée vs Gravel, 1059.**
- MONTREAL :—Dme Caverhill vs Dme Mackay et vir, 1060 ; St. Pierre (Dme), Insolvent, 1059.**
- OTTAWA :—Belisle vs Duhamel, 1060.**
- QUEBEC :—Paquet ès-qual vs Dme Campagna et vir, 1061.**
- SAINTE FRANCIS :—Andrews vs Laroque, 1061.**
- TERREBONNE :—Delle Prezeau vs Troie dit Lafranchise, 1062.**

